

**COMMUNE de MONTELIER  
MODIFICATION SIMPLIFIEE n°3  
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

**Approbation de la modification simplifiée n°3**

**Objet :** caractère exécutoire de l'acte

**Nature et date de l'acte :** Délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2019

**Date de transmission au Préfet :** 31 juillet 2019

**Mesures de publicité:**

- Affichage en mairie : à compter du 1<sup>er</sup> aout 2019
- Insertion dans la presse : 1<sup>er</sup> aout 2019

**Contrôle de légalité:**

- Date de la lettre au maire : /
- Observations : /

<b>Date à laquelle la délibération devient exécutoire:</b>	<b>1<sup>er</sup> aout 2019</b>
------------------------------------------------------------	---------------------------------

Pour le Chef du Service Aménagement du  
Territoire et Risques  
Le Responsable de l'unité territoriale

***signé Tanguy QUEINEC***

**EXTRAIT DU REGISTRE**

**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Objet :** L'an deux mil dix neuf, le vingt-neuf juillet, le Conseil Municipal de la commune de Montélibert, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. VALLON Bernard.

**Modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme** Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 27  
Date de convocation du Conseil Municipal : 23/07/2019

Présents : MM. VALLON, VARACCA, LATTIER, GREGOIRE, BOINOT, CALLEJA, FOREST, HOHL, JULIEN, ORMILLIEN, PRALY, VIOSSAT  
Mmes BENOIT, ACHIN CHARBONNEL, BLANC, BONHOMME, BONNET, FOUR, MILLOT, PERROT, RACHON  
Excusés : MM. AUBERT (pouvoir à M. PRALY), PODEVIN, Mmes BEGOT (pouvoir à Mme BENOIT), ABATTU (pouvoir à M. VARACCA), CHAPON, SIBEUD (pouvoir à Mme ACHIN CHARBONNEL)  
Secrétaire de séance : M. Henri VARACCA

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Montélibert a été approuvé suite à révision le 16 septembre 2013. Il a ensuite été modifié par délibération du Conseil Municipal en date du 17 juillet 2014, du 8 juin 2015 et du 12 décembre 2016.

Par délibération en date du 17 juin 2019, le Conseil Municipal a décidé d'engager une nouvelle procédure de modification simplifiée portant sur le classement des parcelles formant l'Orientement d'Aménagement et de Programmation n°13 et la rédaction de l'article 2 de la zone AUa sur la base du dossier transmis.

Ce projet et l'exposé de ses motifs ont été portés à la connaissance du public, en vue de lui permettre de formuler des observations, pendant un délai d'un mois.

Il est proposé d'approuver cette modification simplifiée.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L153-45 à L153-48 ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé par délibération du conseil municipal en date du 16 septembre 2013 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 17 juin 2019 précisant les modalités de la mise à disposition ;

Vu les avis des personnes publiques associées et des personnes publiques consultées au cours de la modification du PLU ;

Entendu les motifs présentés par le maire ;

Après avoir examiné les observations du public formulées durant la mise à disposition du dossier du 27/06/2019 au 28/07/2019 ;

Considérant l'absence d'observations du public ;

Après en avoir entendu l'exposé du Maire ;

Après en avoir débattu et délibéré, le conseil municipal :

- décide d'approuver le dossier de modification du PLU tel qu'il est annexé à la présente ;
- indique que, conformément aux articles R153-20 et R153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public.

Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du code général des collectivités territoriales ;

- indique que la présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception en préfecture après accomplissement des mesures de publicité.

Fait et délibéré en mairie, les jour, mois et an que dessus.

Vote pour : 25 Contre : 0 Abstention : 0

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme.

Montélier, le 30/07/2019

Le Maire,



Bernard VALLON



**COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL  
DE LYON**

**N° 17LY03396**

---

Mme Marie-Christine ALBERT  
et M. Jean-Philippe ALBERT

---

M. Thierry Besse  
Rapporteur

---

Mme Véronique Vaccaro-Planchet  
Rapporteur public

---

Audience du 13 novembre 2018  
Lecture du 4 décembre 2018

---

68-04  
C

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

La cour administrative d'appel de Lyon

1<sup>ère</sup> chambre

Vu la procédure suivante :

*Procédure contentieuse antérieure*

Mme Marie-Christine Albert et M. Jean-Philippe Albert ont demandé au tribunal administratif de Grenoble d'annuler l'arrêté du 10 juillet 2014 par lequel le maire de Montélier a refusé de leur accorder un permis d'aménager ainsi que la décision de ce maire du 15 octobre 2014 rejetant leur recours gracieux.

Par un jugement n° 1407662 du 12 juillet 2017, le tribunal administratif de Grenoble a rejeté leur demande.

*Procédure devant la cour*

Par une requête enregistrée le 13 septembre 2017, Mme Marie-Christine Albert et M. Jean-Philippe Albert, représentés par la SCP Sebag-Laurie-Paternot, demandent à la cour :

1°) d'annuler ce jugement du tribunal administratif de Grenoble du 12 juillet 2017 ;

2°) d'annuler le refus de permis d'aménager du 10 juillet 2014 et la décision de rejet de leur recours gracieux du 15 octobre 2014 ;

3°) d'enjoindre au maire de Montélier de reprendre l'instruction de leur demande et de prendre une décision dans un délai de quinze jours à compter de l'arrêt à intervenir ;

4°) de mettre à la charge de la commune de Montélier la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Ils soutiennent que le classement de leur parcelle en secteur Nh est entaché d'une erreur manifeste d'appréciation au regard des caractéristiques de la zone qui ne sont pas celles d'un secteur de taille et de capacité limitées.

Par un mémoire en défense enregistré le 27 août 2018, la commune de Montélier, représentée par la SELARL CDMF Avocats Affaires Publiques, conclut au rejet de la requête et demande qu'une somme de 3 000 euros soit mise à la charge des requérants au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient qu'aucun des moyens de la requête n'est fondé.

La clôture de l'instruction a été fixée en dernier lieu au 28 septembre 2018 par une ordonnance du 29 août 2018.

M. et Mme Albert ont produit un mémoire enregistré le 1<sup>er</sup> octobre 2018, après clôture de l'instruction.

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu :

- le code de l'urbanisme ;
- le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Thierry Besse, premier conseiller,
- les conclusions de Mme Véronique Vaccaro-Planchet, rapporteur public,
- les observations de M<sup>e</sup> Laurie, pour les requérants ;

Et après avoir pris connaissance de la note en délibéré présentée pour la commune de Montélier, enregistrée le 16 novembre 2018 ;

Considérant ce qui suit :

1. M. et Mme Albert ont déposé le 6 mai 2014 une demande de permis d'aménager en vue de la réalisation d'un lotissement de trois lots sur la parcelle YE n° 234 dont ils sont propriétaires dans le secteur des Petits Bois, à Montélier. Par arrêté du 10 juillet 2014, le maire de la commune leur a refusé la délivrance de ce permis. Par un jugement du 12 juillet 2017 dont M. et Mme Albert relèvent appel, le tribunal administratif de Grenoble a rejeté leur demande tendant à l'annulation de ce refus ainsi que de la décision du 15 octobre 2014 rejetant leur recours gracieux.

Sur les conclusions dirigées contre l'arrêté du maire de Montélier du 10 juillet 2014 :

2. Pour refuser de délivrer le permis d'aménager sollicité, le maire de Montélier s'est fondé sur le fait que la parcelle objet de la demande est classée en secteur Nh du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune, dans lequel tout lotissement à usage d'habitation est interdit. A l'appui de leurs conclusions, les requérants excipent de l'illégalité de ce classement.

3. Aux termes de l'article R. 123-8 alors en vigueur du code de l'urbanisme : *« Les zones naturelles et forestières sont dites " zones N ". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison : / a) Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ; / b) Soit de l'existence d'une exploitation forestière ; / c) Soit de leur caractère d'espaces naturels. (...) »*. Par ailleurs, en vertu du 14 de l'article L. 123-1-5 du même code alors en vigueur, le règlement peut, sous conditions, délimiter, dans les zones naturelles, agricoles et forestières, des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitée dans lesquels des constructions peuvent être autorisées.

4. Il appartient aux auteurs d'un PLU de déterminer le parti d'aménagement à retenir pour le territoire concerné par le plan, en tenant compte de la situation existante et des perspectives d'avenir, et de fixer en conséquence le zonage et les possibilités de construction. Ils peuvent être amenés, à cet effet, à classer en zone naturelle, pour les motifs énoncés à l'article R. 123-8, un secteur qu'ils entendent soustraire, pour l'avenir, à l'urbanisation. Leur appréciation sur ces différents points ne peut être censurée par le juge administratif qu'au cas où elle serait entachée d'une erreur manifeste ou fondée sur des faits matériellement inexacts.

5. La parcelle YE n° 234 sur laquelle doit être réalisé le lotissement en litige est située dans le secteur des bois, d'une superficie supérieure à 82 hectares, qui a été classé en secteur Nh par le PLU. La commune expose que cette zone, dont l'étendue est vaste, a conservé un caractère très verdoyant compte tenu de la faible densité des constructions existantes et de la présence d'espaces boisés préservés et de prairies et fait valoir que la volonté de préserver les zones paysagères et les ambiances paysagères naturelles du secteur des grands et petits Bois, constitue l'un des objectifs affichés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD), qui vise également à limiter le développement de l'urbanisation dans ce secteur insuffisamment équipé. Il ressort toutefois des pièces du dossier que la parcelle en litige est entièrement entourée de parcelles bâties et qu'elle se rattache à un secteur caractérisé par la présence d'un grand nombre d'habitations desservies par des équipements et par la voirie, qui ne peut être regardé comme ayant conservé un caractère naturel dominant ni, en tout état de cause, eu égard notamment à sa taille, comme pouvant relever des dispositions de l'article L. 123-5-1 du code de l'urbanisme qui permettent la délimitation en zone agricole ou naturelle de secteurs limités dans

lesquelles les constructions peuvent être autorisées. Dans ces conditions, les auteurs du PLU ont commis une erreur manifeste d'appréciation au regard de l'article R. 123-8 du code de l'urbanisme en classant le terrain des requérants en secteur Nh. Dès lors, en opposant aux consorts Albert les règles applicables à ce secteur, le maire de Montéleger a entaché son arrêté d'illégalité.

6. Il résulte de ce qui précède que les consorts Albert sont fondés à soutenir que c'est à tort que, par le jugement attaqué, le tribunal administratif de Grenoble a rejeté leur demande et à demander l'annulation de ce jugement ainsi que celle du refus de permis d'aménager du 10 juillet 2014 et de la décision du 15 octobre 2014 rejetant leur recours gracieux.

Sur les conclusions à fin d'injonction :

7. Aux termes de l'article L. 911-2 du code de justice administrative : « *Lorsque sa décision implique nécessairement qu'une personne morale de droit public ou un organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public prenne à nouveau une décision après une nouvelle instruction, la juridiction, saisie de conclusions en ce sens, prescrit, par la même décision juridictionnelle, que cette nouvelle décision doit intervenir dans un délai déterminé.* ».

8. Le présent arrêt implique nécessairement que le maire de Montélier réexamine la demande de permis d'aménager des consorts Albert. Il y a lieu, par suite, d'enjoindre au maire de Montélier de procéder à ce réexamen dans un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêt.

Sur les frais liés au litige :

9. Dans les circonstances de l'espèce, il y a lieu, en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, de mettre à la charge de la commune de Montélier la somme de 2 000 euros au titre des frais exposés par les consorts Albert. Ces mêmes dispositions font obstacle à ce que la somme que la commune de Montélier demande au titre des frais qu'elle a exposés soit mise à la charge des consorts Albert, qui ne sont pas partie perdante.

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup> : Le jugement du tribunal administratif de Grenoble du 12 juillet 2017 est annulé.

Article 2 : L'arrêté du maire de Montélier du 10 juillet 2014 et sa décision du 15 octobre 2014 portant respectivement rejet de la demande de permis d'aménager et du recours gracieux de M. et Mme Albert, sont annulés.

Article 3 : Il est enjoint au maire de Montélier de réexaminer la demande de M. et Mme Albert dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêt.

Article 4 : La commune de Montélier versera à M. et Mme Albert la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 5 : Les conclusions de la commune de Montélier tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 6 : Le présent arrêt sera notifié à Mme Marie-Christine Albert, à M. Jean-Philippe Albert et à la commune de Montélier.

Délibéré après l'audience du 13 novembre 2018 à laquelle siégeaient :

M. Yves Boucher, président de chambre,

M. Antoine Gille, président assesseur,

M. Thierry Besse, premier conseiller.

Lu en audience publique, le 4 décembre 2018.

Le rapporteur,

Le président,

Thierry Besse

Yves Boucher

La greffière,

Fabienne Prouteau

La République mande et ordonne au préfet de la Drôme en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition,

La greffière,



**COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL  
DE LYON**

**N° 15LY03826**

\_\_\_\_\_  
M. Gérard MARCONNET

\_\_\_\_\_  
M. Juan Segado  
Rapporteur

\_\_\_\_\_  
M. Jean-Paul Vallecchia  
Rapporteur public

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

La cour administrative d'appel de Lyon

(1<sup>ère</sup> chambre)

Audience du 4 juillet 2017  
Lecture du 18 juillet 2017

\_\_\_\_\_  
68-01-01-01-03-03-01

C

Vu la procédure suivante :

*Procédure contentieuse antérieure*

M. Marconnet et M. Vella ont chacun demandé au tribunal administratif de Grenoble d'annuler la délibération du 16 septembre 2013 par laquelle le conseil municipal de Montélier a approuvé le plan local d'urbanisme ainsi que la décision de rejet de leur recours gracieux contre cette délibération.

Par un jugement n° 1400761-1400765 du 8 octobre 2015, le tribunal administratif de Grenoble a joint ces demandes et les a rejetées.

*Procédure devant la cour*

Par une requête enregistrée le 3 décembre 2015, M. Gérard Marconnet, représenté par la SCP Deygas-Perrachon & associés, demande à la cour :

1°) d'annuler ce jugement du tribunal administratif de Grenoble du 8 octobre 2015 en ce qu'il a rejeté sa demande ;

2°) d'annuler pour excès de pouvoir la délibération du 16 septembre 2013 ainsi que la décision de rejet de son recours gracieux, à titre principal en ce que cette délibération classe en zone Nh les parcelles cadastrée section Y n° 304, 305, 306, et 307 lui appartenant ou, à titre subsidiaire, en ce qu'elle classe en zone Nh l'ensemble du secteur des Bois ;

3°) de mettre à la charge de la commune de Montélier une somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Il soutient que :

– les dispositions de l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme ont été méconnues dès lors que le conseil municipal n'a pas, à l'occasion de la délibération du 9 janvier 2012

prescrivant la révision du plan local d'urbanisme, défini avec suffisamment de précision les objectifs poursuivis ;

– la délibération contestée, en ce qu'elle classe en zone Nh ses parcelles et, subsidiairement le secteur des Bois, est entachée d'une erreur de droit et d'une erreur manifeste d'appréciation tant au regard des dispositions de l'article L. 123-1-5 du code de l'urbanisme dès lors que le secteur des Bois n'est pas de taille limitée, qu'au regard de l'article R. 123-8 de ce même code dès lors que son terrain et le secteur des Bois ne présentent pas le caractère d'une zone naturelle.

Par un mémoire en défense, enregistré le 23 janvier 2017, la commune de Montélier, représentée par la SELARL CDMF-avocats affaires publiques, conclut au rejet de la requête et demande que soit mise à la charge de M. Marconnet une somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Elle soutient que les moyens soulevés par le requérant ne sont pas fondés.

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu :

- le code de l'urbanisme ;
- le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Juan Segado, premier conseiller,
- les conclusions de M. Jean-Paul Vallecchia, rapporteur public,
- et les observations de M<sup>e</sup> Deygas pour M. Marconnet, ainsi que celles de M<sup>e</sup> Fiat pour la commune de Montélier ;

1. Considérant que M. Marconnet est propriétaire d'un terrain situé dans le secteur des Bois, au 105 rue de l'Eolienne à Montélier ; que, par délibération du 9 janvier 2012, le conseil municipal de la commune de Montélier a prescrit la révision du plan local d'urbanisme (PLU) et que, par délibération du 16 septembre 2013, il a approuvé la révision du PLU classant le terrain de M. Marconnet ainsi que l'ensemble du secteur des Bois en zone Nh ; que M. Marconnet relève appel du jugement du 8 octobre 2015 par lequel le tribunal administratif de Grenoble a rejeté sa demande tendant à l'annulation de cette délibération du 16 septembre 2013 et de la décision ayant rejeté son recours gracieux ; qu'il conclut, à titre principal à l'annulation de cette délibération en tant qu'elle classe sa propriété en zone Nh et, à titre subsidiaire, en tant qu'elle classe en zone Nh l'ensemble du secteur des Bois ;

2. Considérant qu'aux termes de l'article R. 123-8 du code de l'urbanisme alors en vigueur : « *Les zones naturelles et forestières sont dites " zones N ". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison : / a) Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ; / b) Soit de l'existence d'une exploitation forestière ; / c) Soit de leur caractère d'espaces naturels. (...)* » ; que, par ailleurs, en vertu du 14° de l'article L. 123-1-5 du même code alors en vigueur, le

règlement peut, sous conditions, délimiter, dans les zones naturelles, agricoles et forestières, des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels des constructions peuvent être autorisées ;

3. Considérant qu'il appartient aux auteurs d'un PLU de déterminer le parti d'aménagement à retenir pour le territoire concerné par le plan, en tenant compte de la situation existante et des perspectives d'avenir, et de fixer en conséquence le zonage et les possibilités de construction ; qu'ils peuvent être amenés, à cet effet, à classer en zone naturelle, pour les motifs énoncés à l'article R. 123-8, un secteur qu'ils entendent soustraire, pour l'avenir, à l'urbanisation ; que leur appréciation sur ces différents points ne peut être censurée par le juge administratif qu'au cas où elle serait entachée d'une erreur manifeste ou fondée sur des faits matériellement inexacts ;

4. Considérant que M. Marconnet est propriétaire d'un terrain anciennement cadastré YA 1 et désormais composé de quatre parcelles cadastrées section YA n°304, 305, 306, et 307 situées à l'ouest de la zone des Bois et qui ont été classées en zone naturelle Nh par le PLU en litige ; que la commune expose que la zone des Bois, dont l'étendue est vaste, a conservé un caractère très verdoyant compte tenu de la faible densification du secteur et de la présence d'espaces boisés préservés et de prairies et que la volonté de préserver les zones paysagères et les ambiances paysagères naturelles du secteur des grands et petits Bois, constitue un des objectifs affichés par le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ; qu'il ressort toutefois des pièces du dossier que, comme le soutient M. Marconnet, les parcelles en litige et la maison d'habitation qu'elles supportent, qui sont entourées sur trois côtés par des parcelles bâties et par des voies, se rattachent à un secteur caractérisé par la présence d'un grand nombre d'habitations desservies par des équipements et par la voirie, qui ne peut être regardé comme ayant conservé un caractère naturel dominant ni, en tout état de cause, eu égard notamment à sa taille, comme pouvant relever des dispositions de l'article L. 123-5-1 du code de l'urbanisme qui permettent la délimitation en zone agricole ou naturelle de secteurs limités dans lesquelles les constructions peuvent être autorisées ; que, dans ces conditions, les auteurs du PLU ont commis une erreur manifeste d'appréciation au regard de l'article R. 123-8 du code de l'urbanisme en classant le terrain du requérant en zone Nh ; que, par suite, M. Marconnet est fondé à soutenir, à titre principal, que la délibération en litige est illégale dans cette mesure ;

5. Considérant que, pour l'application de l'article L. 600-4-1 du code de l'urbanisme, aucun autre moyen n'apparaît, en l'état de l'instruction, susceptible de fonder l'annulation de la délibération en litige en tant qu'elle classe le terrain du requérant en zone Nh ;

6. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que M. Marconnet est fondé à soutenir que c'est à tort que, par le jugement attaqué, le tribunal administratif de Grenoble a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la délibération du 16 septembre 2013 du conseil municipal de Montélier en tant qu'elle classe en zone naturelle Nh son terrain anciennement cadastré YA 1 et désormais cadastré YA n°304, 305, 306, et 307 et à demander l'annulation, dans cette mesure, de cette délibération ainsi que de la décision rejetant son recours gracieux ;

7. Considérant que les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que la somme que la commune de Montélier demande sur leur fondement au titre de ses frais soit mise à la charge de M. Marconnet qui n'est pas partie perdante dans la présente instance ; que, dans les circonstances de l'espèce, il y a lieu,

en application de ces mêmes dispositions, de mettre à la charge de la commune de Montélier une somme de 2 000 euros au titre des frais exposés par M. Marconnet ;

DECIDE

Article 1<sup>er</sup> : La délibération du 16 septembre 2013 du conseil municipal de Montélier, en tant qu'elle classe en zone naturelle Nh le terrain de M. Marconnet anciennement cadastré YA 1 et désormais cadastré YA n°304, 305, 306 et 307, et la décision portant rejet du recours gracieux de M. Marconnet contre ce classement, sont annulées.

Article 2 : Le jugement du tribunal administratif de Grenoble du 8 octobre 2015 est réformé en ce qu'il a de contraire à l'article 1<sup>er</sup>.

Article 3 : La commune de Montélier versera à M. Marconnet une somme de 2 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 4 : Les conclusions de la commune de Montélier tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 5 : Le présent arrêt sera notifié à M. Marconnet et à la commune de Montélier.

Délibéré après l'audience du 4 juillet 2017, à laquelle siégeaient :

M. Yves Boucher, président de chambre,

M. Antoine Gille, président-assesseur,

M. Juan Segado, premier conseiller.

Lu en audience publique, le 18 juillet 2017.

Le rapporteur,

Le président,

Juan Segado

Yves Boucher

La greffière,

Anne Le Colleter

La République mande et ordonne au préfet de la Drôme en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition,

La greffière,

**MAIRIE DE  
26 - MONTELIER  
(DROME)**

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES ARRETES DU MAIRE**

**OBJET :**

**Arrêté portant mise à  
jour du Plan Local  
d'Urbanisme de la  
commune de Montélier**

**Le Maire,**

**Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-60 et R153-18 ;**

**Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L151-43 et R151-51  
relatifs au contenu des annexes du dossier d'un Plan Local d'Urbanisme ;**

**Vu la délibération du Conseil Municipal du 16 septembre 2013 approuvant  
le plan local d'urbanisme (PLU) ;**

**Vu l'arrêté du 8 novembre 2016 portant approbation du plan de servitudes  
aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Valence-Chabeuil NOR :  
DEVA1624714A ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n°26-2016-11-30-019 du 30 novembre 2016  
instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise  
des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé,  
d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Montélier ;**

**Vu les plans et documents annexés au présent arrêté ;**

**\*\*\*\*\***

**ARRETE**

**Article 1 –**

**Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montélier est mis à jour à la  
date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet  
effet, sont intégrés en annexe au PLU la liste et le plan des servitudes  
d'utilité publique.**

**Article 2 –**

**Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la  
mairie et en préfecture.**

**Article-3 –**

**Le présent arrêté sera affiché en mairie durant un mois.**

**Article 4 –**

**Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction  
Départementale des Territoires.**

**Fait à Montélier, le 6/10/2017**

**Le Maire,**

**Bernard VALLON**



**COMMUNE de MONTELIER  
MODIFICATION n°1  
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

**Approbation de la modification n°1**

**Objet :** caractère exécutoire de l'acte

**Nature et date de l'acte :** Délibération du Conseil Municipal du 12 décembre 2016

**Date de transmission au Préfet : 13 décembre 2016**

**Mesures de publicité:**

- Affichage en mairie : à compter du 13 décembre
- Insertion dans la presse : 15 décembre 2016

**Contrôle de légalité:**

- Date de la lettre au maire : /
- Observations : /

<b>Date à laquelle la délibération devient exécutoire:</b>	<b>15 décembre 2016</b>
------------------------------------------------------------	-------------------------

Pour le Chef du Service Aménagement du  
Territoire et Risques  
Le Responsable de l'unité territoriale

***signé Tanguy QUEINEC***

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Objet :

Approbation de la  
modification du Plan  
Local d'Urbanisme

L'an deux mil seize, le douze décembre, le Conseil Municipal de la commune de Montélier, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. VALLON Bernard.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 27

Date de convocation du Conseil Municipal : 6/12/2016

Présents : MM. VALLON, VARACCA, LATTIER, GREGOIRE, JULIEN, BOINOT, ORMILLIEN, CALLEJA, FOREST, VIOSSAT, PODEVIN, HOHL  
Mmes BEGOT, BENOIT, BONHOMME, FOUR, CHAPON, BLANC, RACHON, BUCCHIONI, BERTHOIN, PERROT, SIBEUD, MILLOT, ACHIN-CHARBONNEL  
Excusés : M. PRALY, Mme BONNET (pouvoir à M. VARACCA)

Secrétaire de séance : M. Henri VARACCA

Afin de favoriser un développement cohérent de la commune en tenant compte des contraintes règlementaires et locales, le Conseil Municipal s'est prononcé le 6 juin 2016 en faveur d'une modification du document existant.

Le projet arrêté le 11 juillet 2016 et soumis à enquête publique du 3 octobre au 3 novembre 2016 a porté sur :

- la programmation des Orientations d'Aménagement et de Programmation incluant la modification d'une OAP existante et la création d'une nouvelle OAP,
- la mise en œuvre d'un coefficient d'espaces verts en faveur du cadre de vie et de la lutte contre l'imperméabilisation des sols,
- l'encadrement de l'aménagement des accès des opérations de construction et d'aménagement afin de sécuriser les déplacements sur les voiries et de rationaliser le fonctionnement urbain,
- la limitation des masques solaires pour permettre le développement de l'accès aux énergies renouvelables et l'éclairage des constructions bioclimatiques,
- la suppression du pastillage des zones Ah (loi Macron) et la gestion des habitations dans les zones agricoles et naturelles selon les nouvelles dispositions du code de l'urbanisme,
- la fixation d'une palette de couleurs pour les façades et menuiseries de la zone Ua,
- la mise à jour des emplacements réservés (suppression, création).

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L153-36 à L153-44 et R153-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 11 juillet 2016 prescrivant la modification du Plan Local d'Urbanisme ;

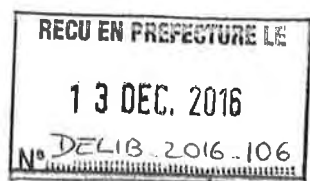
Vu les avis des personnes publiques associées et des personnes publiques consultées au cours de la modification du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur ;

Considérant que les résultats de ladite enquête justifient quelques adaptations du projet pour tenir compte des observations formulées par les personnes publiques associées et lors de l'enquête publique ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide de modifier le projet sur les points suivants :

- règlement de la zone AUa - article 10 : remplacer "la hauteur des constructions mesurée à partir du sol naturel avant travaux au point le plus élevé de la construction (hors éléments techniques) ne pourra excéder 12m" par "la hauteur des constructions mesurée à partir du sol naturel avant travaux à l'égout du toit (hors éléments techniques) ne pourra excéder 12m".
- règlement de la zone A - article 2 : ajouter au début de l'article "sont autorisées, sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricoles ou la qualité paysagère du site et à condition d'assurer le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone..." ; limiter à 250 m<sup>2</sup> la surface totale comprenant la surface de plancher aménagée en vue du stationnement des véhicules ; limiter, en plus de la règle d'emprise fixée, la surface totale de l'ensemble des annexes à l'habitation à 40 m<sup>2</sup> ; limiter la surface des piscines à 50 m<sup>2</sup>.



- règlement de la zone N : aligner la rédaction des alinéas ci-dessus relatifs à la zone A à ceux de la zone N et du secteur Np.
- règlement - article 11 : ajouter un alinéa relatif à l'insertion des extensions des habitations afin que celles-ci soient en harmonie avec l'existant.
- plan de zonage : rajouter les pastilles relatives aux marges de recul vis à vis des routes départementales ; rajouter les numéros des parcelles cadastrées.
- OAP et règlement de la zone AUa : plutôt que d'indiquer des priorités, préciser pour chacune des OAP les années à partir desquelles les opérations pourront être autorisées.

Conformément aux articles R153-20 et R153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du code général des collectivités territoriales.

Fait et délibéré en mairie, les jour, mois et an que dessus.

Vote pour : 22 Contre : 2 Abstention : 2

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme.

Montélier, le 13/12/2016

Le Maire,



Bernard VALLON





MAIRIE DE  
26 - MONTELIER  
(DROME)

## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

OBJET :

**Arrêté portant mise à  
jour du Plan Local  
d'Urbanisme de la  
commune de Montélier**

Le Maire,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article R123-22 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 16 septembre 2013  
approuvant le plan local d'urbanisme (PLU) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014300-0001 du 27 octobre 2014 déclarant  
d'utilité publique la canalisation de transport de gaz ERIDAN ;

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté ;

\* \* \* \* \*

### ARRETE

#### Article 1 –

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montélier est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe au PLU la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

#### Article 2 –

Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la mairie et en préfecture.

#### Article-3 –

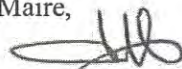
Le présent arrêté sera affiché en mairie durant un mois.

#### Article 4 –

Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

Fait à Montélier, le 01/04/2015

Le Maire,



Bernard VALLON



PRÉFET DE LA  
DRÔME

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-  
ALPES-CÔTE D'AZUR,  
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PRÉFET DE  
GARD

PRÉFET DE  
VAUCLUSE

PRÉFET DE  
L'ARDÈCHE

Préfecture de la Drôme

Direction des collectivités et de l'utilité publique  
Bureau des enquêtes publiques

Affaire suivie par:  
Brigitte ARNAUD, Patricia GRAS  
Tel. : 04 75 79 28 74 - 04 75 79 29 48  
Fax : 04 75 79 28 55

Courriel BEP : [pref-enquetes-publiques@drome.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@drome.gouv.fr)

**ARRÊTÉ INTERPRÉFECTORAL N° 2015267-0001 du 24 septembre 2015  
instituant les Servitudes d'Utilité Publique « d'effets »  
prévues aux articles L555-16 et R555-30 b) du code de l'Environnement  
à proximité de la canalisation de transport de gaz  
entre SAINT-MARTIN-DE-CRAU (13) et SAINT-AVIT (26)  
dénommée « ERIDAN » (société GRTgaz)**

**Le Préfet de la Drôme,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,  
Préfet des Bouches-du-Rhône**

**Le Préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Le Préfet de Vaucluse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Le Préfet de l'Ardèche,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'Environnement, parties législative et réglementaire des :

- livre 1er, titre II chapitres I, II et III, relatifs à l'information et à la participation des citoyens
- livre II, titre 1<sup>er</sup>, chapitres I, II et III, relatifs aux milieux physiques
- livre V, titre V, chapitre V, relatifs aux canalisations de transport de gaz, et notamment ses articles L122-1 et suivants, L123-1 et suivants, L123-3 et suivants, L123-17, L126-1, L555-1 et suivants, L555-16, L555-25 et suivants, R121-1 et suivants, R122-1 et suivants, R122-4 et suivants, R123-1, R123-2 et suivants, R123-24, R555-3 et suivants, R555-17 et suivants, R555-30 et suivants ;

Vu le code de l'Urbanisme, et notamment son article L126-1 ;

Vu le Code de l'Énergie ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 modifiée, relative à la démocratie de proximité ;

Vu le décret n° 2004-251 du 19 mars 2004 modifié, relatif aux obligations de service public dans le secteur du gaz ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2012-615 du 2 mai 2012 relatif à la sécurité, l'autorisation et la déclaration d'utilité publique des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en particulier son titre II « dispositions spécifiques aux canalisations de transport de gaz relevant du service public de l'énergie » ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'Environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques et abrogeant, au 1<sup>er</sup> juillet 2014, l'arrêté du 4 août 2006 modifié, portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques ;

Vu les arrêtés de chaque Préfet, portant délégation de signature ;

Vu la demande d'autorisation ministérielle n° AM-RE1-0021, présentée le 11 septembre 2012 par le Directeur général de la société GRTgaz, Immeuble Bora, 6 rue Raoul Nordling, 92277 BOIS-COLOMBES cedex, concernant le projet de construction et d'exploitation de la canalisation de transport de gaz naturel, dénommé « ERIDAN », qui comprend :

- 1 canalisation enterrée, de diamètre nominal 1 200 (diamètre extérieur 1 219 mm), d'une longueur d'environ 220 km, transportant du gaz à une pression maximale en service (PMS) de 80 bar, reliant la station de compression de SAINT-MARTIN-DE-CRAU (13) à la station de compression de SAINT-AVIT (26)
- l'adaptation de la grille d'interconnexion existante et la création d'1 poste de demi-coupure et 5 installations (pôles) de régulation et de comptage à la station de compression de SAINT-MARTIN-DE-CRAU (13)
- 13 postes de sectionnement implantés le long du tracé de la canalisation enterrée
- la création d'1 poste de demi-coupure au niveau, ou à la station de compression de SAINT-AVIT (26),

ainsi que les dossiers d'enquête publique interpréfectorale unique préalable à la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées, et à l'autorisation ministérielle de construire et exploiter une canalisation de transport de gaz ;

Vu l'enquête publique interpréfectorale unique préalable à la déclaration d'utilité publique, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées, et à l'autorisation ministérielle concernant les travaux de construction et d'exploitation de la canalisation de transport de gaz entre SAINT-MARTIN-DE-CRAU (13) et SAINT-AVIT (26), projet dénommé « ERIDAN », au bénéfice de la société GRTgaz, qui s'est déroulée du 30 septembre 2013 au 31 octobre 2013, et l'enquête publique interpréfectorale complémentaire qui s'est déroulée du 10 juin 2014 au 11 juillet 2014 sur deux communes ;

Vu le courrier du 12 mai 2014 par lequel la société GRTgaz fait connaître au Préfet de la Drôme, les ajustements apportés au tracé du gazoduc pour tenir compte des observations recueillies ;

Vu le rapport du 13 juin 2014 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes concluant que les ajustements proposés ne remettent pas en cause l'économie du projet ;

Vu la synthèse des avis émis au cours des consultations administratives et l'analyse des réponses apportées par la société GRTgaz le 13 janvier 2014, réalisées par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes le 13 août 2014 ;

Vu le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes, en date du 13 août 2014 ;

Vu les avis favorables, à l'unanimité ou à la majorité, du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques CODERST des départements de la Drôme, des Bouches-du-Rhône, du Gard, de Vaucluse et de l'Ardèche, en vue de la mise en œuvre des Servitudes d'Utilité Publique conformément à l'article R555-30 du code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 2014300-0001 du 27 octobre 2014 portant déclaration d'utilité publique les travaux de construction et d'exploitation de la canalisation de transport de gaz entre SAINT-MARTIN-DE-CRAU (13) et SAINT-AVIT (26), projet dénommé « ERIDAN », emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées, et instituant les Servitudes d'Utilité Publique « de passage » prévues aux articles L555-27 et R555-30 a) du code de l'Environnement, au bénéfice de la société GRTgaz ;

Vu l'arrêté ministériel NOR : DEVP1427493A du 5 janvier 2015 autorisant la société GRTgaz à construire et exploiter la canalisation de transport de gaz naturel ou assimilé DN 1200 dite « ERIDAN », entre SAINT-MARTIN-DE-CRAU (13) et SAINT-AVIT (26) ;

Vu le courrier de la société GRTgaz du 3 juin 2015, relatif aux Servitudes d'Utilité Publique « d'effets » concernant les postes de sectionnement, afin de tenir compte des dernières évolutions réglementaires ;

Vu le courrier de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes du 6 juillet 2015 approuvant la proposition faite par le pétitionnaire, d'ajustement des distances des Servitudes d'Utilité Publique « d'effets » relatives aux postes de sectionnement ;

Considérant que le Préfet de la Drôme a été chargé de coordonner l'organisation des enquêtes publiques interpréfectorales relatives au projet dénommé « ERIDAN » et d'en centraliser les résultats, la plus grande longueur de cette canalisation de transport de gaz étant située dans la Drôme ;

Considérant qu'en application de l'article L555-1 du code de l'Environnement, la construction et l'exploitation de la canalisation de transport de gaz dénommée « ERIDAN », déclarée d'utilité publique, ont été autorisées ;

Considérant que les postes de sectionnement connaissent des évolutions réglementaires en matière de réduction de distance de servitude ;

Considérant que la canalisation de transport de gaz dénommée « ERIDAN » est susceptible de créer des risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

Considérant que la construction ou l'extension de certains Établissements Recevant du Public ERP ou d'Immeubles de Grande Hauteur IGH sont interdites ou subordonnées à la mise en place de mesures particulières de protection par le maître d'ouvrage du projet en relation avec le titulaire de l'autorisation, en application de l'article L555-16 du code de l'Environnement ;

Sur proposition des Secrétaires généraux des préfetures de la Drôme, des Bouches-du-Rhône, du Gard, de Vaucluse et de l'Ardèche,

## **ARRÊTENT**

### **Article 1 :**

En application des articles L555-16 et R555-30 b) du code de l'Environnement, sont instituées les Servitudes d'Utilité Publique « d'effets », (SUP n°1, n° 2 et n° 3 définies aux articles 2 et 3 du présent arrêté), dans les zones d'effets, représentées sur les cartes de tracé au 1/25 000 figurant à l'annexe 1 du présent arrêté, susceptibles d'être créées en cas d'accident sur la canalisation de transport de gaz dénommée « ERIDAN », de DN 1 200, construite et exploitée par la société GRTgaz.

Les 79 communes concernées sont listées en annexe 2, soit :

- 59 communes traversées et concernées par les Servitudes d'Utilité Publique « de passage » et « d'effets » (arrêté spécifique), dans les départements de la Drôme, des Bouches du Rhône, du Gard et de Vaucluse
- 20 communes, situées hors tracé, uniquement concernées par les Servitudes d'Utilité Publique « d'effets » (arrêté spécifique) dans les départements de la Drôme, des Bouches du Rhône, du Gard, de Vaucluse et de l'Ardèche.

Ces Servitudes d'Utilité Publique « d'effets » se superposent aux Servitudes d'Utilité Publique « de passage » liées à l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations, définies par arrêté.

La localisation de la canalisation enterrée pour déterminer précisément les zones de Servitudes d'Utilité Publique « d'effets » se fera en accord avec le transporteur.

Les valeurs des distances SUP figurant dans le tableau ci-dessous font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées et de leurs installations annexes.

Les postes de sectionnement sont listés en annexe 3.

## Article 2 :

En application de l'article L555-16 du code de l'Environnement, les zones, à l'intérieur desquelles les Servitudes d'Utilité Publique « d'effets » sont instituées, sont déterminées par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport, notamment d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

Conformément à l'article R555-30 b) du code de l'Environnement, les distances des Servitudes d'Utilité Publique « d'effets » (SUP n° 1, n° 2 et n° 3) sont définies dans le tableau suivant :

Désignation des canalisations de transport	SUP n° 1	SUP n° 2	SUP n° 3
	<i>Zone des effets <u>létaux</u> (PEL) du phénomène dangereux de référence <u>majorant</u></i>	<i>Zone des effets <u>létaux</u> (PEL) du phénomène dangereux de référence <u>réduit</u></i>	<i>Zone des effets <u>létaux</u> <u>significatifs</u> (ELS) du phénomène dangereux de référence <u>réduit</u></i>
<b>Canalisation enterrée de DN 1 200</b>	<b>660 m</b> de part et d'autre de la canalisation, à partir de l'axe de la canalisation <i>(rupture totale sans fuite des personnes)</i>	<b>5 m</b> de part et d'autre de la canalisation, à partir de l'axe de la canalisation <i>(brèche 12 mm avec jet vertical et tenant compte de la mobilité des personnes)</i>	<b>5 m</b> de part et d'autre de la canalisation, à partir de l'axe de la canalisation <i>(brèche 12 mm avec jet vertical et tenant compte de la mobilité des personnes)</i>
<b>Postes de sectionnement : Installations annexes aériennes</b>	<b>660 m</b> de part et d'autre de la canalisation, à partir de l'axe de la canalisation entrant ou sortant du poste. <i>(l'article 11 de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 précise que cette distance ne peut être inférieure à celle des effets du tronçon de canalisation enterrée adjacent)</i>	<b>7 m</b> à partir de la clôture des installations <i>(brèche 5 mm avec jet horizontal et tenant compte de la mobilité des personnes)</i>	<b>7 m</b> à partir de la clôture des installations <i>(brèche 5 mm avec jet horizontal et tenant compte de la mobilité des personnes)</i>
<b>Station de SAINT-MARTIN-DE-CRAU (13)</b>	<b>765 m</b> de part et d'autre de la canalisation, à partir de l'axe de la canalisation en fosse <b>au niveau du comptage en DN 1 200 de l'artère « ERIDAN » pour les installations projetées (80 bar)</b>	<b>7 m</b> à partir de la clôture des installations <i>(brèche 5 mm avec jet horizontal pour les installations en fosse ou vertical pour les parties enterrées et tenant compte de la mobilité des personnes)</i>	<b>7 m</b> à partir de la clôture des installations <i>(brèche 5 mm avec jet horizontal pour les installations en fosse ou vertical pour les parties enterrées et tenant compte de la mobilité des personnes)</i>
	<b>795 m</b> de part et d'autre de la canalisation à partir de l'axe de la canalisation en fosse <b>au niveau de l'artère de CRAU en DN 1 200 pour les installations existantes (94 bar)</b>		

### **Article 3 :**

Conformément à l'article R555-30 b) du code de l'Environnement, les Servitudes d'Utilité Publique « d'effets » sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

- **SUP n° 1**

En application des dispositions de l'article R555-30 du code de l'Environnement, la délivrance d'un permis de construire relatif à un ERP susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un IGH est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'Environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

- **SUP n° 2**

Est interdite l'ouverture ou l'extension d'un ERP susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un IGH.

- **SUP n° 3**

Est interdite l'ouverture ou l'extension d'un ERP susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un IGH.

### **Article 4 :**

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage dans les 79 mairies d'une durée de **deux mois** et sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Drôme, des Bouches-du-Rhône, du Gard, de Vaucluse et de l'Ardèche.

À l'issue de cette période, un certificat du Maire justifiera l'accomplissement de cette formalité et sera transmis au Préfet de la Drôme, Bureau des Enquêtes Publiques, 26030 VALENCE cedex 9.

Cet arrêté sera publié également sur le site Internet des services de l'État en Drôme, [www.drôme.gouv.fr](http://www.drôme.gouv.fr)

Un avis sera inséré par la préfecture de la Drôme, en caractères apparents, dans un journal diffusé dans les départements de la Drôme, des Bouches-du-Rhône, du Gard, de Vaucluse et de l'Ardèche et dans un journal national, aux frais du maître d'ouvrage.

### **Article 5 :**

Les Servitudes d'Utilité Publique « d'effets » sont annexées aux documents d'urbanisme de chaque commune concernée, en application de l'article L126-1 du code de l'Urbanisme.

### **Article 6 :**

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de GRENOBLE, 2 place de Verdun, BP 1135, 38022 GRENOBLE cedex 1 :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de la canalisation de transport présente pour les intérêts mentionnés au II de l'article L555-1 dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage. Toutefois, si la mise en service de la canalisation de transport n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de l'arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le transporteur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 7 :**

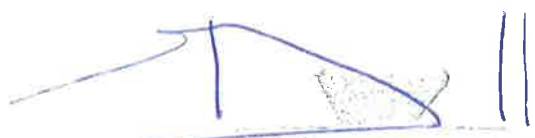
Les Secrétaires généraux des préfectures de la Drôme, des Bouches-du-Rhône, du Gard, de Vaucluse et de l'Ardèche, les Sous-préfets de DIE, NYONS et ARLES, le Directeur général de la société GRTgaz, et les Maires des 79 communes concernées (annexe 2) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise aux Directeurs de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, de la Direction Régionale des Affaires Culturelles - Service Archéologie préventive, de la Direction Départementale des Territoires, de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et de la Délégation Départementale de l'Agence Régionale de Santé, des départements concernés.

Fait à VALENCE,  
Le Préfet de la Drôme,



**Didier LAUGA**

Fait à MARSEILLE,  
Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Préfet des Bouches-du-Rhône,

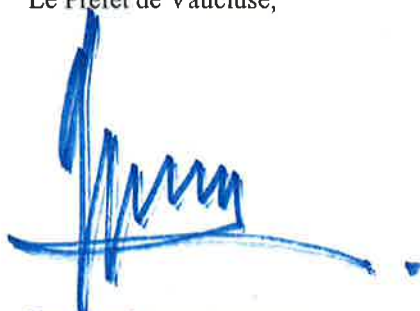
  
**Stéphane BOUILLON**

Fait à NÎMES,  
Le Préfet du Gard,



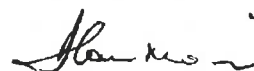
**Didier MARTIN**

Fait à AVIGNON,  
Le Préfet de Vaucluse,



**Bernard GONZALEZ**

Fait à PRIVAS,  
Le Préfet de l'Ardèche,



**Alain TRIOLLE**







## Servitudes d'utilité publique

Type	Gestionnaire	Description	Acte	N°	Date	Objet
A4	DDT de la Drôme - SEFEN	Le Guimand : Servitude de libre passage sur les berges des cours d'eau non navigables ni flottables	Arrêté Préfectoral	5121	02-12-1968	DUP
A4	DDT de la Drôme - SEFEN	La Limassole : Servitude de libre passage sur les berges des cours d'eau non navigables ni flottables	Arrêté Préfectoral	5121	02-12-1968	DUP
AS1	ARS - Délégation Territoriale Départementale de la Drôme	Protection sanitaire du forage des Bayardières.	Arrêté Préfectoral	4654	14-06-1988	DUP
I1	Société du pipeline Méditerranée-Rhône SPMR	Pipeline Méditerranée - Rhône / SPMR	Non renseigné		29-02-1968	DUP
I1	Société du pipeline Sud-Européen SPSE	Pipeline Sud-Européen n°3 / SPSE PL3 (Fos-St Quentin)	Non renseigné		18-12-1970	DUP
I1	Société du pipeline Sud-Européen SPSE	Pipeline Sud-Européen n°2 / SPSE PL2 (Fos-Oberoffen sur Moder)	Non renseigné		18-12-1970	DUP
I1	Société du pipeline Sud-Européen SPSE	Pipeline Sud-Européen n°1 / SPSE PL1 (Fos-Kalsruhe)	Non renseigné		16-12-1960	DUP
I3	GRT Gaz Région Rhône Méditerranée	Canalisation GrtGAZ ÉRIDAN de St-Martin-de-Crau à Saint-Avit, servitudes de passage.	Arrêté Interpréfectoral	2014300-0001	27-10-2014	DUP
I3	GRT Gaz Région Rhône Méditerranée	Déviation Artère Fos/Tersanne sur la commune de Montélier	Arrêté Ministériel		17-07-1995	DUP
I3	GRT Gaz Région Rhône Méditerranée	Déviation Antenne de Valence			15-03-1971	DUP
I3	GRT Gaz Région Rhône Méditerranée	Artère FOS SUR MER - TERSANNE			10-03-1988	DUP
I4	RTE - Centre Développement Ingénierie	400 kV CHAFFARD (LE)-COULANGE - Aérien	Arrêté Préfectoral	3771	30-06-1982	Approbation
T1	SNCF	Ligne T.G.V. Valence - Marseille	DUP		31-05-1994	DUP
T8	DGAC - SNIA	Centre radioélectrique de Valence-Chabeuil (aérodrome)	Décret		07-04-1971	Approbation
TMD	GRT Gaz Région Rhône Méditerranée	Servitudes d'Effets autour de la canalisation GrtGAZ ÉRIDAN de St-Martin-de-Crau à Saint-Avit.	Arrêté Interpréfectoral	2015267-0001	24-09-2015	Institution de servitudes

*Vu pour rester annexé  
à l'arrêté du Maire  
en date du 30/09/2016.*



**COMMUNE de MONTELIER  
MODIFICATION SIMPLIFIEE n° 2  
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

**Approbation de la modification simplifiée n°2**

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 8 Juin 2015

Date et transmission au Préfet : 9 juin 2015

Mesures de publicité

- Affichage en mairie :
- Insertion dans la presse :
- Contrôle de légalité
- Date de la lettre au maire :
- Observations :

**Date à laquelle la délibération devient exécutoire**

**09/07/15**

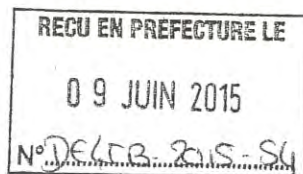


DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Objet :

Modification  
simplifiée du Plan  
Local d'Urbanisme

L'an deux mil quinze, le 8 juin, le Conseil Municipal de la commune de Montélier, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. VALLON Bernard.  
Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 27  
Date de convocation du Conseil Municipal : 1/06/2015



Présents : MM. VALLON, VARACCA, LATTIER, GREGOIRE, JULIEN, BOINOT, ORMILLIEN, PRALY, FOREST, VIOSSAT, PODEVIN, HOHL  
Mmes BEGOT, BERTHOIN, BONHOMME, FOUR, CHAPON, BLANC, RACHON, PERROT, BONNET, BENOIT, SIBEUD, MILLOT, ACHIN-CHARBONNEL  
Excusés : M. CALLEJA, Mme BUCCHIONI  
Secrétaire de séance : M. Henri VARACCA

Par délibération en date du 30 mars, le Conseil Municipal a défini les modalités de consultation du public dans le cadre du projet de modification simplifiée. Celui-ci vise à permettre la majoration des droits à construire sur un secteur de la commune pour la réalisation d'une opération comportant des logements sociaux.

Le dossier correspondant a été mis à disposition du public du 16 avril au 18 mai 2015. Une seule observation a été inscrite par une habitante, demandant le classement d'une de ses parcelles en zone constructible, donc sans lien avec l'objet de la modification. Les personnes publiques associées n'ont fait part d'aucune observation quant au projet présenté.

Il est donc proposé d'approuver la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme telle qu'elle a été présentée au public.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- Approuve la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme telle qu'elle a été présentée au public,
- Charge le Maire de la réalisation des mesures de publicité correspondantes,
- Autorise le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en mairie, les jour, mois et an que dessus.

Vote pour : 24 Contre : 0 Abstention : 1

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme.

Montélier, le 9/06/2015

Le Maire,

Bernard VALLON



MAIRIE DE  
26 - MONTELIER  
(DROME)

## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

OBJET :

**Arrêté portant mise à  
jour du Plan Local  
d'Urbanisme de la  
commune de Montélier**

Le Maire,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article R123-22 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 16 septembre 2013 approuvant le plan local d'urbanisme (PLU) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014300-0001 du 27 octobre 2014 déclarant d'utilité publique la canalisation de transport de gaz ERIDAN ;

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté ;

\* \* \* \* \*

### ARRETE

#### Article 1 –

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montélier est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe au PLU la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

#### Article 2 –

Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la mairie et en préfecture.

#### Article-3 –

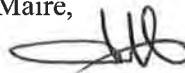
Le présent arrêté sera affiché en mairie durant un mois.

#### Article 4 –

Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

Fait à Montélier, le 01/04/2015

Le Maire,



Bernard VALLON



**COMMUNE de MONTELIER**  
**MODIFICATION SIMPLIFIEE n° 1**  
**DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

**Approbation de la modification simplifiée n° 1**

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 17 juillet 2014

Date de transmission au Préfet : 23 juillet 2014

Mesures de publicité

- Affichage en mairie : 23 juillet 2014
- Insertion dans la presse : 24 juillet 2014

Contrôle de légalité

- Date de la lettre au maire : /
- Observations : /

**Date à laquelle la délibération devient exécutoire**

**24 juillet 2014**



DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Objet :

**Approbation de la  
modification  
simplifiée du Plan  
Local d'Urbanisme**

L'an deux mil quatorze, le 17 juillet, le Conseil Municipal de la commune de Montéliér, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. VALLON Bernard.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 27

Date de convocation du Conseil Municipal : 11/07/2014

Présents : MM. VALLON, VARACCA, GREGOIRE, FOREST, JULIEN, PODEVIN, PRALY, VIOSSAT

Mmes BEGOT, CHAPON, ACHIN-CHARBONNEL, BENOIT, BLANC, BONHOMME, BONNET, BUCCHIONI, FOUR, PERROT, RACHON, SIBEUD

Excusés : MM. LATTIER, ORMILLIEN, BOINOT, CALLEJA (a donné procuration à Mme BEGOT), HOHL, Mmes BERTHOIN, MILLOT (a donné procuration à Mme SIBEUD)

Secrétaire de séance : M. Henri VARACCA

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES DE LA DROME

24 JUL. 2014

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montéliér a été approuvé le 16 septembre 2013.

Ce PLU définit les secteurs susceptibles de connaître un développement et fixe des orientations d'aménagement (types de morphologie urbaine, traitement des espaces collectifs, intégration paysagère...).

Lors de la révision de ce PLU, il n'a pas été jugé nécessaire de fixer une programmation de ces aménagements.

Au vu de la pression foncière exercée depuis par les promoteurs locaux, le Maire a, par arrêté du 13 mai 2014, prescrit la modification simplifiée du PLU. Celle-ci doit permettre la mise en place d'une programmation du développement urbain des zones à urbaniser de la commune et l'adaptation de ce développement aux capacités d'accompagnement de la commune en matière d'équipements scolaires et périscolaires.

Le but est ici d'autoriser un développement modéré et maîtrisé de la commune dans le respect du Programme Local de l'Habitat de l'Agglomération et du Schéma de Cohérence Territoriale.

Le dossier du projet de modification simplifiée a été notifié aux personnes publiques associées et mis à disposition du public pendant un mois suivant les modalités arrêtées par le Conseil Municipal le 26 mai 2014.

A l'issue de cette mise à disposition, le Maire doit en présenter le bilan devant le Conseil Municipal qui doit délibérer et adapter le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Le Conseil Municipal est appelé à approuver la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme et le dossier correspondant, éventuellement modifié suite aux observations du public ou aux avis des personnes publiques associées, sous réserve de ne pas remettre en cause l'économie générale du document tel qu'il a été soumis à l'information du public.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 123-13, R 123-20-1, R 123-20-2, R 123-24 et R 123-25 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 16 septembre 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;

Entendu les motifs présentés par le Maire ;

ADF Drôme-Unité territoriale  
arrivé le

29 JUL. 2014

Après avoir examiné les observations du public formulées durant la mise à disposition du 10 juin au 11 juillet 2014 ;

Considérant qu'il est possible de donner une suite favorable à l'observation de M. Allier sans remettre en cause l'économie générale du PLU,

Considérant que le projet de modification simplifiée du PLU tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé.

Après en avoir délibéré,

- décide d'approuver le dossier de modification simplifiée du PLU tel qu'il est annexé à la présente,
- dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R 2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- dit que conformément à l'article R 123-25 du Code de l'Urbanisme, le PLU modifié est tenu à la disposition du public en mairie de Montélier et à la Préfecture aux heures et jours habituels d'ouverture,
- dit que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification simplifiée du PLU seront exécutoires dès sa réception par le Préfet et après accomplissement de la dernière des mesures de publicité.

Fait et délibéré en mairie, les jour, mois et an que dessus.

Vote pour : 22                      Contre : 0                      Abstention : 0

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme.

Montélier, le 18/07/2014

Le Maire,



Bernard VALLON

31 OCT. 2013

**Commune de MONTELIER**  
**Révision du PLAN LOCAL D'URBANISME**

Approbation de la révision

Objet : caractère exécutoire de l'acte

**Nature et date de l'acte** : Délibération du Conseil Municipal du 16 septembre 2013

**Date de transmission au Préfet** : 26 septembre 2013

**Mesures de publicité**

- Affichage en mairie : 26 septembre 2013
- Insertion dans la presse : 3 octobre 2013

**Contrôle de légalité**

- Date de la lettre au maire : /
- Observations : /

Date à laquelle la délibération devient exécutoire	26 octobre 2013
----------------------------------------------------	-----------------

Pour le Chef du Service Aménagement du Territoire et Risques  
La Responsable du Pôle Aménagement p.i.,



Annie LAPAIX



DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Objet :

Approbation du  
projet de révision du  
Plan Local  
d'Urbanisme

L'an deux mil treize, le 16 septembre, le Conseil Municipal de la commune de Montélier, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de M. MORIN Maurice.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 21

Date de convocation du Conseil Municipal : 5/09/2013

Présents : MM. MORIN, VALLON, MAIRET, BOINOT, BRET, BRUNET, CAUMARTIN, FOREST, GARAYT, GAUTHIER, GREGOIRE, JULIEN, VIOSSAT  
Mmes SIBEUD, CHAPON, PERROT, POURDIEU LE COZ

Excusés : MM. LATTIER, CALLEJA, Mmes CARTAL, FAIT  
Secrétaire de séance : M. Bernard VALLON

Vu la délibération en date du 9 janvier 2012 prescrivant la révision du P.L.U. et définissant les modalités de concertation en application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme.

Vu le débat au sein du conseil municipal en date du 14 novembre 2012 sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable,  
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 2 avril 2013 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme,  
Vu l'arrêté du maire en date du 3 juin 2013 soumettant à enquête publique le projet de PLU arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur,  
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16 septembre 2013 modifiant le projet de Plan Local d'Urbanisme après enquête publique,

Considérant que le projet de P.L.U. tels qu'ils sont  
présentés au Conseil Municipal sont prêts à être approuvés conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme et de la loi sur l'eau.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- ◆ décide d'approuver le PLU, tel qu'il est annexé à la présente,
- ◆ indique que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public et la délibération sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffuse dans le département.

- ◆ indique que la présente délibération sera exécutoire :

- dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications,
- après accomplissement des mesures de publicité.

Fait et délibéré en mairie, les jour, mois et an que dessus.

Vote pour : 17                      Contre : 0                      Abstention : 0

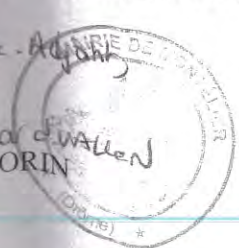
Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme.

Montélier, le 17 septembre 2013

Le Maire,

*pl* *le Maire - Adjoint*  
*Bernard Vallon*  
Maurice MORIN



DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Objet :

Institution du Droit  
de Prémption  
Urbain

L'an deux mil treize, le 16 septembre, le Conseil Municipal de la commune de Montélier, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. MORIN Maurice.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 21

Date de convocation du Conseil Municipal : 5/09/2013

Présents : MM. MORIN, VALLON, MAIRET, BOINOT, BRET, BRUNET, CAUMARTIN, FOREST, GARAYT, GAUTHIER, GREGOIRE, JULIEN, VIOSSAT  
Mmes SIBEUD, CHAPON, PERROT, POURDIEU LE COZ

Excusés : MM. LATTIER, CALLEJA, Mmes CARTAL, FAIT  
Secrétaire de séance : M. Bernard VALLON

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des dispositions relatives au Droit de Prémption Urbain (DPU) ;

**VU** les articles L 211.1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

**VU** les articles R 211.1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

Le Conseil Municipal peut décider d'instituer le DPU conformément aux textes en vigueur sur la totalité des zones urbaines (Zone U) et d'urbanisation future

(Zone AU) du territoire communal ou sur certaines parties d'entre elles seulement ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 16 septembre 2013 approuvant la révision du plan local d'urbanisme.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- d'appliquer le droit de préemption urbain sur la totalité des zones U et des zones d'urbanisation future AU conformément au plan ci-annexé.

- de donner délégation au Maire, conformément à l'article L 2122.22-15 du Code Général des Collectivités Territoriales pour l'exercice du droit de préemption urbain sur le périmètre défini au plan ci-joint.

La présente délibération sera notifiée à M. le Préfet de la Drôme. Elle deviendra exécutoire lorsque toutes les formalités suivantes seront réalisées :

1) affichage pendant un mois de la délibération, le point de départ étant celui du 1er jour de l'affichage.

2) accomplissement des mesures de publicité prévues à l'article R 211.2 du Code de l'Urbanisme (publication dans deux journaux diffusés dans le département).

Fait et délibéré en mairie, les jour, mois et an que dessus.

Vote pour : 17          Contre : 0          Abstention : 0

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme.

Montélier, le 17 septembre 2013

Le Maire,

Le Maire-Adjoint,

  
Bernard VALLON  
Maurice MORIN





DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Objet :

Modification après  
enquête publique du  
projet de Plan Local  
d'Urbanisme

L'an deux mil treize, le 16 septembre, le Conseil Municipal de la commune de Montélier, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. MORIN Maurice.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 21

Date de convocation du Conseil Municipal : 3/09/2013

Présents : MM. MORIN, VALLON, MAIRET, BOINOT, BRET, BRUNET, CAUMARTIN, FOREST, GARAYT, GAUTHIER, GREGOIRE, JULIEN, VIOSSAT  
Mmes SIBEUD, CHAPON, PERROT, POURDIEU LE COZ

DDT Drôme - Service Aménagement  
du Territoire et Risques

Excusés : MM. LATTIER, CALLEJA, Mmes CARTAL, FAIT

Secrétaire de séance : M. Bernard VALLON

22 NOV. 2013

Vu la délibération en date du 9 janvier 2012 prescrivant la révision du P.L.U. et définissant les modalités de concertation en application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme,

Vu le débat au sein du conseil municipal en date du 14 novembre 2012 sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 2 avril 2013 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme,

Vu les avis des personnes publiques associées ou consultées,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur,

Vu les 66 observations du public rassemblées en 6 thématiques (le classement en zone Nh du secteur des Bois, les zones inondables, les Orientations d'Aménagement et de Programmation, les zones Ah, les demandes de classement en zone urbaine de terrains agricoles, autres demandes),

Considérant que le projet de P.L.U. arrêté justifie quelques adaptations pour tenir compte des observations formulées par les personnes publiques ou lors de l'enquête publique.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide de modifier le projet de PLU soumis à l'enquête publique sur les points suivants :

Rapport de présentation : les remarques émises par les personnes publiques associées sont prises en compte afin de compléter l'information du public. En particulier, la justification du non classement en zone humide du secteur identifié sous le n°26CRENar0102 localisé à l'Ouest du village et le projet de déviation de la route départementale 538.

Orientations d'aménagement et de programmation et les zones AUa : les remarques des personnes publiques associées sont intégrées au Plan Local d'Urbanisme pour favoriser la compréhension du document, à l'exception de la remarque portant sur la zone Aua2 le Clos qu'il n'apparaît pas opportun de déplacer.

Les orientations d'aménagement et de programmation suivantes seront également modifiées pour tenir compte des observations du public :

- Chemin de la Roche : l'assiette de l'OAP sera réduite en partie Nord suite aux remarques justifiées du propriétaire, la partie retirée de l'OAP étant inscrite en zone Uc,

- Chemin des Roufiats : l'ensemble de la zone sera inscrite en zone Uc afin de tenir compte des contraintes locales et des difficultés à trouver un bailleur social pour gérer un logement locatif aidé,

- Quartier les Tilleuls - Est : le pourcentage de logements sociaux imposé à la parcelle est ramené de 50 à 25% minimum pour tenir compte des arguments du propriétaire.

Règlement et zonage : les remarques sur la forme des documents émises par les personnes publiques associées sont prises en compte afin d'assurer une meilleure compréhension du règlement, de préserver la morphologie et le caractère du vieux village et de permettre la réalisation du projet ERIDAN. La demande d'un bailleur social pour le dépassement des règles de gabarit pour une construction très performante énergétiquement quartier la Pimpie sera aussi prise en compte sur un secteur identifié au titre des articles L128-1 et L128-2 du Code de l'Urbanisme.

Le plan de zonage sera également modifié pour prendre en compte une erreur matérielle (le classement d'une zone habitée quartier la Pimpie en zone d'activités)

Secteurs Ah : à la demande des personnes publiques associées, les zones Ah sont réduites de manière à préserver les espaces agricoles et naturels tout en permettant la gestion du bâti existant. Seule la remarque portant sur le quartier les Bernardins-Est n'est pas prise en compte car un permis de construire pour l'habitation d'un agriculteur a été délivré sur la parcelle concernée. Suite à des observations émises lors de l'enquête publique, une erreur matérielle sera aussi corrigée quartier le Cognet. Par ailleurs, l'emplacement réservé n°12 est supprimé, le tènement concerné ayant été acquis par la commune depuis l'arrêt du PLU.

Enfin, la commune a prévu d'engager un schéma directeur des modes doux, de parkings de rabattement pour les voitures particulières sur les itinéraires des lignes de transport en commun et d'aires de covoiturage.

Aucune suite n'est donnée aux autres observations émises lors de l'enquête publique, en accord avec les conclusions du commissaire enquêteur. En effet, celles-ci ne relèvent pas forcément du PLU (détermination de la zone inondable) ou mettraient en cause l'économie générale du PLU et plus particulièrement les orientations du projet d'aménagement et de développement durable.

L'ensemble des observations ou remarques prises en compte relèvent essentiellement d'une mise à jour et de compléments aux justifications dans le rapport de présentation et de remarques de formes sur les documents graphiques du PLU et ne remettent donc pas en cause l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme.



Fait et délibéré en mairie, les jour, mois et an que dessus.

Vote pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme.

Montélier, le 17 septembre 2013

Le Maire,  
*pro* le Maire Adjoint,  
  
Bernard ALLON  
Maurice MORIN  




**COMMUNE DE MONTELIER**  
**MODIFICATION N° 1 DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS**

APPROBATION DE : LA MODIFICATION N° 1

Objet : CARACTERE EXECUTOIRE DE L'ACTE

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du **22/06/2010**

Date de transmission au Préfet : **07/07/2010**

*Mesures de publicité :*

- . Affichage en mairie : **06/07/2010**
- . Insertion dans la presse : **06/07/2010**
- . Date de la lettre au maire :
- . Observations :

*Date à laquelle la délibération devient  
exécutoire*

**07/07/2010**

Pour le Chef du Service Aménagement du territoire et Risques  
Le Responsable du pôle planification

Tanguy QUEINEC

Copie : SATR – SATR/PP – unité territoriale de Romans et Valence

Objet :  
Modification du PLU  
- Approbation

L'an deux mil dix, le 22 juin, le Conseil Municipal de la commune de Montélibert, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. MORIN Maurice.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 22

Date de convocation du conseil municipal : 14 juin 2010

Présents : MM. MORIN, VALLON, MAIRET, LATTIER, BRET, BRUNET, CALLEJA, FOREST, GAUTHIER, GREGOIRE, JULIEN, VIOSSAT, Mmes SIBEUD, FAIT, GAUS-CALAZANZ, PERROT.

Excusés : MM. BOINOT, CAUMARTIN, GARAYT, Mmes CARTAL, CHAPON, POURDIEU LE COZ

Secrétaire de séance : M. Bernard VALLON.

Monsieur le Maire rappelle qu'une modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été engagée et a fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée en mairie du 19 avril au 21 mai 2010.

Madame le commissaire enquêteur a recueilli les requêtes des intéressés, a pris connaissance des avis des personnes publiques associées puis transmis son rapport.

L'information du public sur la procédure et la mise à disposition des dossiers a été assurée par voie de presse dans deux journaux à diffusion départementale à deux reprises, ainsi que par affichage en mairie.

Les personnes publiques associées (services de l'État et personnes publiques consultées) à la modification de ce document ont été consultées pour avis.

Monsieur le Maire fait part des avis transmis par les personnes publiques associées et notamment :

- l'observation de la Direction Départementale des Territoires portant sur les points 4 et 6 de la modification indiquant qu'il convient de n'apporter aucune modification aux zones inondables actuellement connues dans l'attente des résultats de l'étude hydraulique en cours sur la Véore et ses affluents,
- l'observation de la Chambre d'Agriculture portant sur le point 8 de la modification recommandant de ne pas réglementer les matériaux utilisés pour la construction des abris, garages et cabanons de jardin,
- l'observation de la Chambre d'Agriculture et de la Direction Départementale des Territoires portant sur le point 12 indiquant qu'un centre équestre est considéré comme une activité agricole et qu'il est donc inutile de l'autoriser explicitement,



- l'observation de la Chambre d'Agriculture portant sur le point n°13 sollicitant que l'autorisation d'affouillements ou d'exhaussements de sol soit limitée aux emplacements prévus sur les documents graphiques du règlement.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de retenir ces observations. Il souligne toutefois l'intérêt de maintenir les prescriptions du point n°4 au vu du risque de ruissellement précédemment identifié par le service des risques de la Direction Départementale des Territoires, lequel précisait que la réalisation de sous-sol était à proscrire dans ce secteur, et du fait que des terrains restent à construire dans le périmètre concerné.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu l'arrêté de mise à l'enquête publique du 23 mars 2010,

Vu les avis des services de l'Etat,

Vu les avis des personnes publiques consultées,

Vu les requêtes déposées au cours de l'enquête publique,

Vu l'avis de Madame le commissaire enquêteur,

Vu le Plan Local d'Urbanisme et notamment le rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durable, le règlement, les documents graphiques, les annexes et les pièces administratives et avis,

Vu la présentation faite en commission d'urbanisme le 16 juin 2010,

Considérant que le dossier de modification du Plan Local d'Urbanisme, tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé, conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des présents :

- Décide d'approuver la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montélier telle qu'elle est annexée à la présente.

La présente délibération sera affichée en Mairie durant un mois, Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département de la Drôme,

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme :

MONTELIER, le 23 juin 2010

Le Maire,

Maurice MORIN



EXTRAIT DU REGISTRE  
DES ARRETES DU MAIRE

-----

OBJET :

**Mise à jour du  
Plan Local d'Urbanisme  
DPU**

Le Maire de la Commune de MONTELIER (Drôme),

Vu les articles R211.1 à R211.8 du Code de l'Urbanisme relatif au droit de préemption urbain,

Vu les articles R123.19 et R123.36 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 1er décembre 2005 prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 18 décembre 2007 approuvant la révision du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 18 décembre 2007 instituant un droit de préemption sur certaines parties du territoire communal,

Vu le plan ci-annexé délimitant le droit de préemption urbain,

**A R R E T E**

**Article 1er. -**

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montélier est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, est reporté sur le plan ci-joint à annexer au PLU le périmètre du droit de préemption urbain.

**Article 2. -**

La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public, à la Mairie et à la Préfecture.

**Article 3. -**

Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

**Article 4. -**

Le présent arrêté sera adressé à Monsieur le Préfet.

Fait à MONTELIER, le 19/02/2008

Le Maire,





DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

OBJET :  
**Droit de préemption urbain**



L'an deux mil sept, le 18 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de MONTELIER dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de M. MORIN Maurice.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 23

Date de convocation du conseil municipal : 07 décembre 2007

Présents : MM. MORIN, VALLON, SABATIER Jacques, SABATIER Louis, DESBOS, FAIT, GARAYT, GAUTHIER, GIL, LATOUCHE, MMES SIBEUD, JULIEN

Excusés : MM. ABOULIN, DEMILLIER, LEGRAS, ROUMEAS, SABATIER Mickaël  
MME BONNOT, CHAPON, CHAUSSIGNAND, COMTE, MATHIEU, VICTOR

Secrétaire de séance : M. Bernard VALLON

Monsieur le Maire expose que, consécutivement à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, la commune s'engage dans la définition d'un zonage de droit de préemption urbain.

Un zonage avait été défini lors de l'élaboration du Plan d'Occupation des Sols et reconduit lors de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Monsieur le Maire propose de fixer le zonage conformément au plan ci-joint.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- Décide de fixer le Droit de Préemption Urbain sur le territoire défini au plan ci-joint,
- Décide de donner délégation au Maire pour l'exercice du Droit de Préemption Urbain sur le territoire retenu.

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.

Votes pour : 12                      contre : 0                      abstention : 0

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme :

MONTELIER, le 20 décembre 2007

Le Maire,

